

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article738>



IUFM - Défendons la formation des enseignants

- Technique - Archives - Archivage IUFM - Réforme des IUFM -



Publication date: vendredi 18 février 2005

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Le projet Fillon représente une régression grave pour la formation des enseignants et pour l'école publique. Pour défendre la formation, nous devons activement participer à l'élaboration du nouveau cahier des charges de cette formation.

Les élèves ont besoin d'une formation de haut niveau

Enseigner, de la maternelle au lycée, est devenu un métier difficile. Un nombre de plus en plus important d'élèves comme d'enseignants sont en difficulté et en souffrance. Les raisons en sont multiples : des environnements culturels et sociaux peu compatibles avec l'adhésion au travail scolaire, un rapport aléatoire et précaire des jeunes à l'entrée dans le monde du travail, l'exclusion ou les difficultés sociales qui touchent de nombreuses familles provoquent dès les petites classes des phénomènes de rejet de l'école voire de violence et se traduisent par des classes extrêmement hétérogènes, très difficiles à gérer.

L'investissement des enseignants pour « gérer » et faire entrer cependant les élèves dans les savoirs et les valeurs de l'école demande de l'expertise, une professionnalité nouvelle, une inventivité assise sur une culture large et un haut niveau de réflexivité.

De nouveaux défis démocratiques sont lancés à l'école : faire entrer à égalité l'immense majorité des élèves dans la culture de demain, celle qui met en jeu des savoirs en perpétuel renouvellement et qui suppose une maîtrise technologique de plus en plus complexe. Ne pas prendre en compte les obstacles spécifiques que vont rencontrer les enfants des catégories sociales défavorisées risque d'exclure ceux-ci encore davantage.

Pour être à la hauteur de ces nouveaux défis démocratiques, le métier enseignant doit fortement évoluer. Revenir à des pratiques de formation ancestrales ne résoudra rien. Le discours nostalgique des bonnes vieilles méthodes transmises aux nouveaux par compagnonnage ne règle en rien les problèmes que pose la formation mais cache un plan d'économies profondément nuisible.

La formation coûte cher : le projet Fillon veut en réduire le coût.

Derrière les discours pseudo-nostalgiques et les différentes propositions qui organisent insidieusement la ségrégation des élèves, se cache le choix de « sacrifier » un peu plus un certain nombre d'élèves, mais surtout se dissimule une volonté d'économie dont le résultat conduira à une détérioration sans précédent de l'école publique.

La formation continue du second degré a été cassée, celle du premier degré est en train de subir le même sort. On s'en prend aujourd'hui à la formation initiale. Dissous dans des universités de rattachement souvent très pauvres, que restera-t-il aux IUFM de leur autonomie juridique et financière -donc pédagogique- pour organiser de manière cohérente et intégrée l'ensemble de la formation ?

Le ministère supprime des postes aux concours et affiche le lendemain dans tous les rectorats le recrutement tous azimuts de vacataires ! Il s'apprête à discrètement supprimer aussi les formateurs et tous ceux dont le travail indispensable est d'aider à piloter et gérer la multitude de problèmes que pose un dispositif de formation en alternance.

Former les enseignants est un métier délicat.

Les IUFM en ont fait l'expérience depuis bientôt quinze ans. Loin d'avoir résolu certains problèmes comme l'inadéquation des concours et leur place en milieu de formation, loin d'avoir réussi, notamment dans le second degré à tisser entre les divers contenus de formation les liens suffisants, ils n'en ont pas moins acquis une considérable expérience. Elle permet aujourd'hui d'identifier les points sur lesquels il faut modifier fortement la formation, les zones de réussite qu'il faut renforcer (et il y en a beaucoup, notamment dans le premier degré). C'est cette expérience même qui nous amène à affirmer que les perspectives proposées par le plan Fillon sont rétrogrades et dangereuses.

Réussir l'alternance : ce que nous savons

L'alternance entre le terrain (les stages) et l'institut universitaire est au cœur de la réussite du processus de construction des savoirs professionnels. Cette alternance est difficile et doit être améliorée :

- On sait ainsi aujourd'hui que la réussite de cette alternance s'appuie sur un corps de savoirs professionnels double : ceux du métier d'enseignant et ceux du métier de formateur. Faire réussir de jeunes adultes confrontés à des tâches difficiles, les accompagner dans la construction de leur identité professionnelle, dans l'appropriation de gestes techniques, de postures et de valeurs requiert chez les formateurs un haut niveau de connaissances et de distance critique tant sur les pratiques et conduites ordinaires de la classe que sur la didactique des savoirs disciplinaires enseignés, que sur les processus d'apprentissage et de développement des élèves, et des jeunes enseignants, que sur la connaissance des ressources et des contextes institutionnels locaux. Il faut des années pour acquérir ces compétences.
- Cette alternance suppose aussi pour le stagiaire des moments de suspension de l'action, de recul hors du contexte de la classe et de l'établissement, hors de la tutelle hiérarchique pour analyser et réfléchir sur la pratique. Former à la liberté d'inventer sa classe nécessite des espaces spécifiques où la créativité professionnelle peut s'exercer. Les instituts de formation doivent rester ces espaces où s'invente sans risque la professionnalité.
- Elle demande surtout des équipes stables de formateurs compétents, formés à ce métier, et de statuts différents, pour accompagner sur des registres différents cette entrée complexe dans les dimensions disciplinaire, didactique, éthique, relationnelle, sociale et pédagogique du métier.
- Elle nécessite un développement conséquent de la recherche sur la formation et sur les diverses facettes du métier enseignant.

Préserver et renforcer des équipes pluri-catégorielles de formateurs, donner un statut véritable aux formateurs et non multiplier les intermittents de la formation au statut précaire, développer la formation des formateurs, par l'accompagnement par la recherche est la seule proposition raisonnable pour préserver la formation et l'améliorer.

C'est la seule issue pour faire des instituts de formation les lieux de transmission de l'expertise et de la culture enseignante mais aussi les laboratoires des pratiques de demain.

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PETITION

Pour les diverses raisons énoncées plus haut, les signataires de ce texte : stagiaires, formateurs de toutes catégories, relevant du premier ou du second degré, personnels administratifs et de gestion, personnels à temps plein ou associés aux IUFM, personnels intervenant dans la formation et relevant d'autres instances académiques ou universitaires :

1. DEMANDENT A ETRE ASSOCIES AUX DISCUSSIONS CONCERNANT LEUR INTEGRATION OU NON A L'UNIVERSITE : C'EST LA MOINDRE DES CHOSES !

2. DEMANDENT A PARTICIPER ACTIVEMENT A L'ELABORATION DU CAHIER DES CHARGES DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS ;

3. Considèrent que l'autonomie financière et pédagogique pour les futurs instituts de formation est un des points sur lesquels on ne peut transiger. Pour cette raison, ils refusent le rattachement à une seule université mais revendiquent un rattachement inter-universitaire permettant de collaborer avec l'ensemble des universités présentes dans les académies. Ils demandent à la CD.IUFM de se montrer intransigeante sur ce plan ;

4. proposent que se constitue dans chaque IUFM un Comité de Réflexion, de Propositions et d'Action, multi-catégoriel, qui aura pour vocation de contribuer à l'élaboration et à la négociation au plan académique du nouveau cahier des charges de la formation.

5. exigent une journée banalisée dans tous les IUFM, en mars pour permette aux principaux protagonistes de la formation (étudiants, stagiaires y compris) de se rencontrer pour contribuer à l'élaboration et à la négociation de la réforme de la formation.

Pétition à renvoyer à reforme_iufm_montpellier@yahoogroupes.fr.